



VILLES ET BOURGS EN SYRIE MERIDIONALE : LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES

Cyril Roussel

► To cite this version:

Cyril Roussel. VILLES ET BOURGS EN SYRIE MERIDIONALE : LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES. Cahier du Gremamo, 2007, pp.121-148. <halshs-00351706>

HAL Id: halshs-00351706

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00351706>

Submitted on 12 Jan 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

VILLES ET BOURGS EN SYRIE MERIDIONALE : LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES

Cyril ROUSSEL*

En Syrie, le processus de métropolisation s'est déroulé selon un mouvement de concentration de la population dans les grandes villes de l'axe urbain central (Alep, Homs, Damas), épine dorsale historique du dispositif urbain, à l'inverse de la plupart des autres pays méditerranéens marqués par un net mouvement de littoralisation. La dynamique urbaine dans ce pays s'est produite donc essentiellement dans les espaces intérieurs, lieux traditionnels d'implantation de la population sunnite. À l'inverse, les zones peuplées par les minoritaires (Djebel alaouite, Djebel druze, montagne du Qalamoun à forte composante chrétienne) sont restées en retrait.

De plus, au vu des analyses des chercheurs¹, les dynamiques urbaines des villes intermédiaires apparaissent comme très contrastées en fonction des secteurs géographiques, même lorsqu'elles sont toutes situées au même rang de l'armature urbaine : en Syrie, ce type de ville correspond aux chefs-lieux de *mohafaza*². Ceci dit, vu le constat précédemment effectué, ne pourrait-on pas se demander si la dynamique urbaine des villes intermédiaires n'est pas liée, du moins en partie, à la composante socio-culturelle des populations en présence ?

* Doctorant à l'Université de Tours (laboratoire CITERES) et ATER à l'université de Nancy²

¹ Cette strate urbaine que constituent les villes intermédiaires (dont la taille les place entre les métropoles et les petites et moyennes villes) est dite « insaisissable » car d'une grande diversité socio-culturelle et d'une hétérogénéité remarquable quand à leur dynamique démographique, économique ou de leur croissance urbaine. Fargues P., 1986 : « Villes petites et moyennes au Machrek : une catégorie insaisissable », in : *Petites villes et villes moyennes dans le Monde Arabe*, Fascicule de Recherches, n° 16-17, Urbama, Tours, p. 33-46. David J.-C., 1995 : « Villes intermédiaires en Syrie, une catégorie insaisissable », in : Villes intermédiaires en Méditerranée, *Cahiers de la Méditerranée*, n° 50, p. 51-72.

² La *mohafaza* est une province, équivalent du département français. Elle est subdivisée en *mantiqa* (district) et *nahia* (canton).

Pour tenter de vérifier cette hypothèse, nous avons concentré notre propos sur la ville de Sweida, chef-lieu d'un gouvernorat du Sud syrien à 100 km de Damas. Cette ville modeste qui doit avoisiner les 100 000 habitants (agglomération comprise) en 2006 est l'ancienne capitale de l'Etat du Djebel druze, créé par la France, alors puissance mandataire dans la région entre 1920 et 1946. C'est l'assise sociale de cet espace qui a justifié cette stratégie politique coloniale : le Djebel est peuplé à plus de 90 % par des Druzes, secte musulmane hétérodoxe longtemps persécutée et jamais reconnue comme partie intégrante de la communauté islamique. Les Druzes ont donc développé une religion secrète et initiatique bien à eux, un système socio-culturel propre et une organisation politique particulière. Comment se construit et s'organise la ville druze dans une telle société communautaire à la culture encore largement imprégnée de références rurales et dans un pays autoritaire ultra centralisé qui repousse son immersion dans le système-monde pour des raisons d'incapacité de se réformer politiquement ?

1. DES TAUX DE CROISSANCE HETEROGENES : DES DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET MIGRATOIRES DIVERGENTES ENTRE HAURAN SUNNITE ET DJEBEL DRUZE

1.1 Une dynamique urbaine marquée par l'opposition Est-Ouest

La *mohafaza* de Sweida (région administrative peuplée de près de 270 000 habitants en 1994³) est traditionnellement un espace rural et agricole qui en conserve encore aujourd'hui les caractéristiques. Au niveau de l'emploi, 57 % des actifs du Djebel travaillaient, en 1998, soit partiellement, soit totalement, dans l'agriculture⁴. C'est de plus une zone montagneuse dans laquelle la population vit dans de nombreux villages (124 au total) et où les villes sont rares. Seule Sweida (57 645 habitants), le chef-lieu de la province, est une ville moyenne. L'armature urbaine est complétée par des petites villes chef-lieu de *mantiqa*, comme Shahba et Salkhad, peuplées respectivement

³ Recensement de la R. A. S. en 1994. Bureau des Statistiques, Damas.

⁴ Source : Union des paysans de Sweida. Au niveau national, le secteur primaire englobe 30 % de la population active. Syria 2000, *Geopolitical et Economic Yearbook*, Nice Publications, April 2001.

de 10 717 et de 8 261 habitants en 1994. Elles ne doivent leur statut de ville qu'à leur promotion administrative, car le seuil démographique pour qu'une commune soit considérée comme urbaine est de 20 000 habitants en Syrie⁵.

Avec 71,5 % de population rurale pour la province de Sweida et 62 % pour celle de Daraa en 1994, le Sud de la Syrie est largement au-dessus de la moyenne nationale (49 % rurale en 1994). Mais le dispositif spatial des villes dans le Sud est déséquilibré en faveur de la *mohâfaza* de Daraa. La province de Sweida ne compte que trois villes alors que celle de Daraa en compte huit (figure n° 1). Nous avons fait apparaître également sur cette carte (fig. n° 1) les petits centres ruraux nommés « *buldân* » par la statistique syrienne et qui sont définis, à l'intérieur du « rural », comme la catégorie qui regroupe les chefs-lieux de *nahia* et les communes entre 10 000 et 20 000 habitants et que l'on pourrait considérer comme une « strate de transition »⁶ entre le rural profond et l'urbain⁷. En Syrie, ils correspondent à des bourgs ruraux.

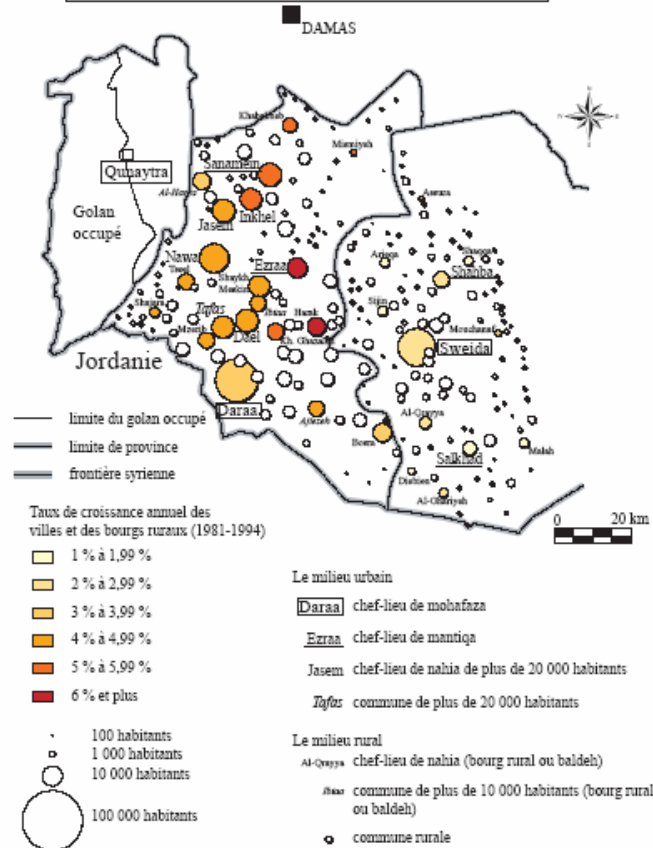
La population urbaine de la région de Sweida a peu progressé entre 1960 et 1994, passant de 25,37 % à 28,55 % d'après la définition syrienne des catégories constitutives de l'urbain et du rural. Dans le même temps et selon les mêmes critères de définition, le taux d'urbanisation de la Syrie passait de 37 % à plus de 51 %. Entre 1960 et 1994, le nombre de centres urbains est resté inchangé dans le Djebel. L'armature urbaine y est embryonnaire (fig. n° 1). À la vue

⁵ Selon la définition en vigueur en Syrie, sont considérés comme ville, les chefs-lieux de *mohafaza* et de *mantiqa* ainsi que toute commune de plus de 20 000 habitants. Cette catégorie d'acception a été décidée par l'Etat qui en a défini, lors des précédents recensements, les critères administratifs (rang hiérarchique) et statistiques (volume de population).

⁶ M. Lavergne utilise ce terme pour désigner les petits centres qui s'urbanisent rapidement. LAVERGNE M., 1994 : « Autour du concept de "ville petite et moyenne" en Jordanie, quelques réflexions sur le passage du rural à l'urbain dans l'Orient arabe », *Annales de Géographie*, n° 575, p. 5-28.

⁷ En Tunisie, P. Signoles avait introduit le concept « d'embryons d'agglomérations urbaines » (p. 113), pour qualifier des petites communes certes largement moins peuplées (moins de 2 000 habitants) mais en transition vers l'urbain. SIGNOLES P., 1985 : *L'espace tunisien : Capitale et Etat-Région*. Fascicule de Recherches n° 14, Tome I, Tours, 549 p.

Figure n° 1 : La croissance des centres urbains et des bourgs ruraux entre 1981 et 1994 dans les provinces du Sud de la Syrie



Sources : Recensements de 1960, 1970, 1981, 1994

des taux de croissance du tableau n° 1, la population urbaine croît plus vite que la population rurale et elle progresse donc depuis l'indépendance en 1945. Cependant l'écart se réduit progressivement, indiquant que le phénomène d'exode rural, particulièrement fort entre 1945 et 1970, s'est ralenti dans les années 1980. Le rythme de croissance de la population tend à rejoindre progressivement celui de la population rurale pour entamer ensemble une décrue continue.

Tableau n° 1 : *Evolution des taux de croissance moyens annuels (en %) des populations rurales et urbaines dans le Djebel entre 1927 et 2004.*

	1927 1945	1945 1960	1960 1970	1970 1981	1981 1994	1994 2004
Urbain	2,41	5,78	4,59	3,73	2,67	1,85
Rural	2,64	0,13	3,54	3,07	2,15	1,57

Source : Recensements de la population 1927, 1945, 1960, 1970, 1981, 1994, 2004

Comparé à la province de Sweida, la *mohafaza* de Daraa s'urbanise rapidement (tableau n° 2). La population urbaine du gouvernorat a explosé entre 1960 et 1994, passant de 14,57 % à 38,25 %, toujours d'après la définition syrienne des catégories constitutives de l'urbain et du rural. Entre 1960 et 1994, le nombre de centres urbains est passé de deux à huit dans le Hauran : trois occupent une place dans la hiérarchie administrative et cinq sont des villes de plus de 20 000 habitants. L'armature urbaine (fig. n° 1) est, dans la plaine, beaucoup plus étoffée que dans la montagne druze et la plupart des centres urbains se développent rapidement avec des taux d'accroissement moyens annuels largement plus soutenus que ceux du Djebel. La figure n° 1 indique parfaitement cette différence de dynamisme de l'urbain entre les deux provinces. Seule Daraa enregistre un taux d'accroissement moyen annuel inférieur à 4 %, restant cependant encore largement au dessus des taux de croissance des villes druzes.

Tableau n° 2 : *Evolution des taux de croissance moyens annuels (en %) des populations rurales et urbaines dans le Hauran entre 1960 et 2004*

	1960 1970	1970 1981	1981 1994	1994 2004
Urbain	5,10	7,99	8,81	3,04
Rural	5,35	3,32	2,11	3,19

Source : Recensements de la population 1960, 1970, 1981, 1994, 2004.

La figure n° 1 indique également le dynamisme démographique des *buldân* du Hauran. Mis à part Bosra et Al-Harra qui ne dépassent pas les 4 % d'accroissement moyen annuel, tous les autres bourgs ruraux

ont des taux de croissance rapide compris entre 4,14 % (Chajara) et 6,02 % (Harak). Dans le Hauran, la population des *buldân* est largement plus nombreuse : rares sont les chefs-lieux de *nahia* à ne pas dépasser les 10 000 habitants. De plus, trois bourgs dépassent ce seuil sans être centre de *nahia* (Ajiezeh, Ibtâa et Al-Harra). Seuls Mismiyeh (1679 habitants en 1994) et Chajara (4748 habitants en 1994) ont des effectifs démographiques comparables aux chefs-lieux de *nahia* du Djebel.

1.2 Des rythmes démographiques différents

L'analyse des taux de croissance moyens annuels dans le Djebel druze, calculés annuellement sur les périodes intercensitaires, indiquent une phase de forte croissance (1960-1970 et 1970-1981) qui fléchit dans la période 1981-1994, pour entrer dans une phase de net ralentissement dans la période 1994-2004. Le taux passe successivement au cours de ces périodes de 3,85 %, à 3,28 %, à 2,32 % puis à 1,58 % pour la période la plus récente. La baisse du taux de croissance annuel de la population druze s'est effectuée avant celui de l'ensemble de la population syrienne comme l'indique le tableau n° 3.

Tableau n° 3 : Taux de croissance moyens annuels (en %) dans le Djebel druze, le Hauran et en Syrie entre 1960 et 2004

Période	1960-1970	1970-1981	1981-1994	1994-2004
Djebel druze	3,85	3,28	2,32	1,58
Hauran	5,63	4,13	4,03	3,30
Syrie	3,28	3,34	3,31	2,57

Source : Recensements 1960, 1970, 1981, 1994, 2004.

La forte croissance démographique de la population druze fléchit donc dès la période 1981-1994 alors que celui de la Syrie reste largement au-dessus des 3 % avec un taux de natalité élevé (plus de 45 ‰ au début des années 1980), un taux de mortalité bas (autour des 8 ‰ pour

la même période) et un indice de fécondité fort⁸. Le fléchissement du rythme de croissance de la population syrienne est révélé par les premiers résultats du dernier recensement de 2004, c'est-à-dire pour la période 1994-2004. Ce ralentissement trouverait son explication dans la dégradation de la situation économique depuis le milieu des années 1980 mais qui s'est prolongée dans la décennie 1990, provoquant la baisse de la fécondité selon Y. Courbage⁹. Cependant, pour le Djebel, comme nous ne connaissons pas le taux d'accroissement naturel régional pour l'ensemble de ces périodes intercensitaires, nous ne pouvons que faire l'hypothèse, à ce niveau de notre travail, d'un ralentissement du taux brut de natalité lié à une modification des comportements natalistes des Druzes ou encore de la mise en place d'un courant d'émigration qui viderait le Djebel d'une partie de sa population.

Nous ne comptons pas répondre maintenant à la question de l'émigration qui fera l'objet d'une étude particulière. Cependant, traitons déjà le point purement démographique. La pyramide des âges de la population du Djebel, pour l'année 1994, est caractérisée par un rétrécissement de sa base que l'on ne retrouve ni sur celle de la population sunnite de la province de Daraa (figure n° 2), ni d'ailleurs sur celle de la population syrienne. Elle indique que la classe d'âge 0-4 ans est moins nombreuse que la classe 5-9 ans, elle-même moins nombreuse que la classe 10-14 ans. Chez les Druzes, le rythme des naissances a donc changé d'intensité au milieu des années 1980 dès le début de la crise économique en Syrie. La communauté druze du Djebel n'a pas le même comportement démographique que l'ensemble de la population syrienne ; il diffère également beaucoup de celui de la population sunnite voisine du Hauran. Dans ces conditions, nous pouvons désormais être sûr que la modification du rythme de croissance de la population du Djebel est liée, pour partie du moins, à

⁸ « La démographie syrienne a laissé perplexes bien des observateurs ces dernières années. Avec un PIB/hab supérieur ou égal à ceux du Maroc ou de la Tunisie, et des indicateurs socio-culturels favorables à une baisse de la fécondité, la Syrie gardait un indice de fécondité de plus de sept enfants par femme (...) » notent A.-M. Bianquis et M. Al-Dbiyat. Dans les années 1980, la Syrie n'avait donc pas achevé son processus de transition démographique. BIANQUIS A.-M. & AL-DBIYAT M., 1995 : « La population syrienne : un tournant démographique ? », *Méditerranée*, n° 1.2, Aix-en-Provence, p. 81-90.

⁹ COURBAGE Y., 1994 : « Evolution démographique et attitudes politiques en Syrie », *Population*, n° 3, p. 725-750.

un facteur interne à la communauté druze du Djebel : la chute de la natalité.

1.3 Une émigration soutenue dans le Djebel druze

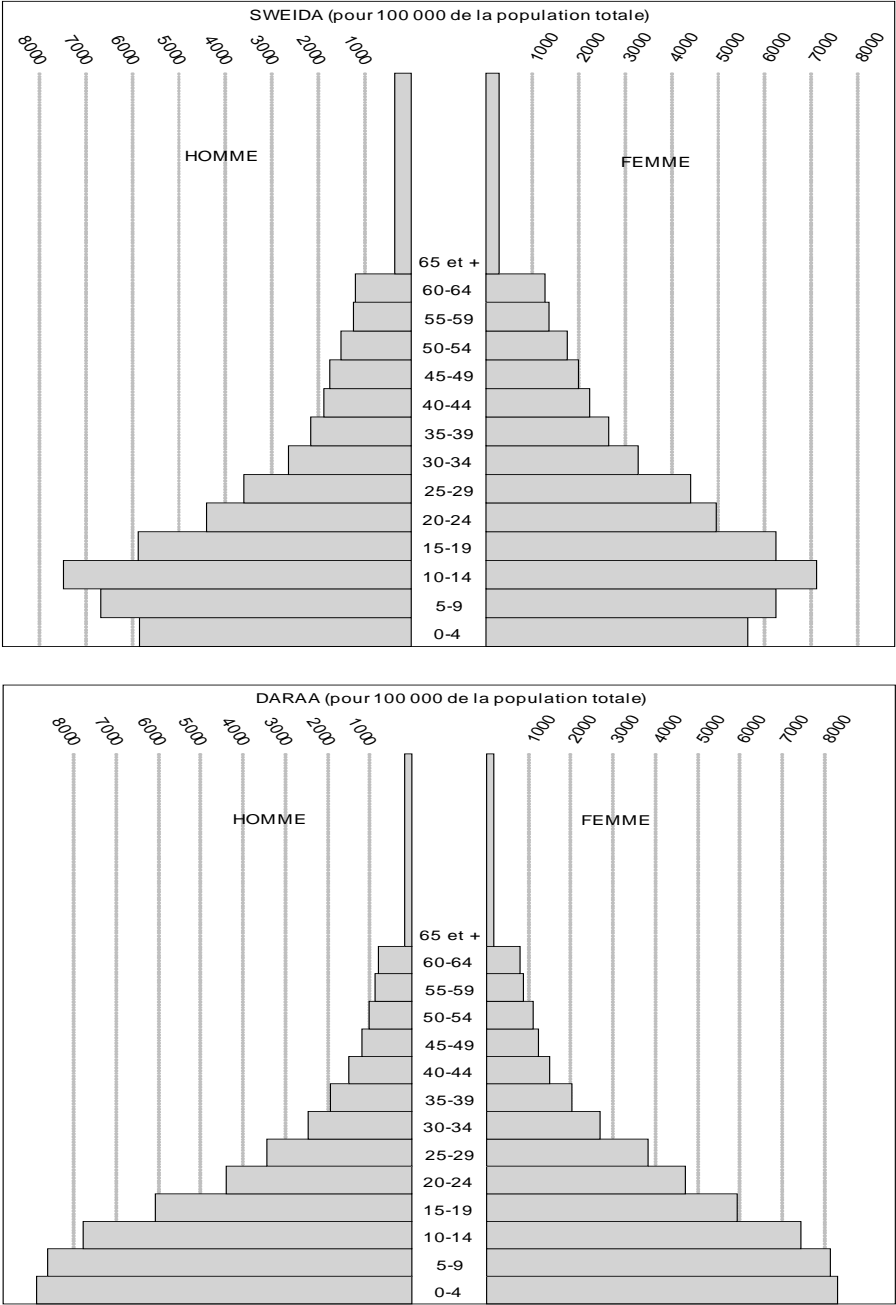
Nous ne disposons pas de statistiques récentes portant sur le volume de la migration internationale par gouvernorats syriens. Nous chercherons par conséquent à répondre à ce manque par une estimation du solde migratoire. En comparant les données de l'état civil avec celles du dernier recensement de la population syrienne, disponible par gouvernorat (en 2004), on peut obtenir une image des régions les plus « répulsives »¹⁰ (figure n° 3) : mais nous ne savons pas pour autant s'il s'agit d'émigration internationale. C'est pourquoi, le calcul du ratio homme/femme peut s'avérer un bon indicateur complémentaire¹¹, que nous comparerons ensuite avec la figure n° 3. Les provinces les plus déficitaires en hommes et les plus répulsives en fonction de l'estimation du solde migratoire pourraient être donc celles qui participent le plus à la mobilité internationale.

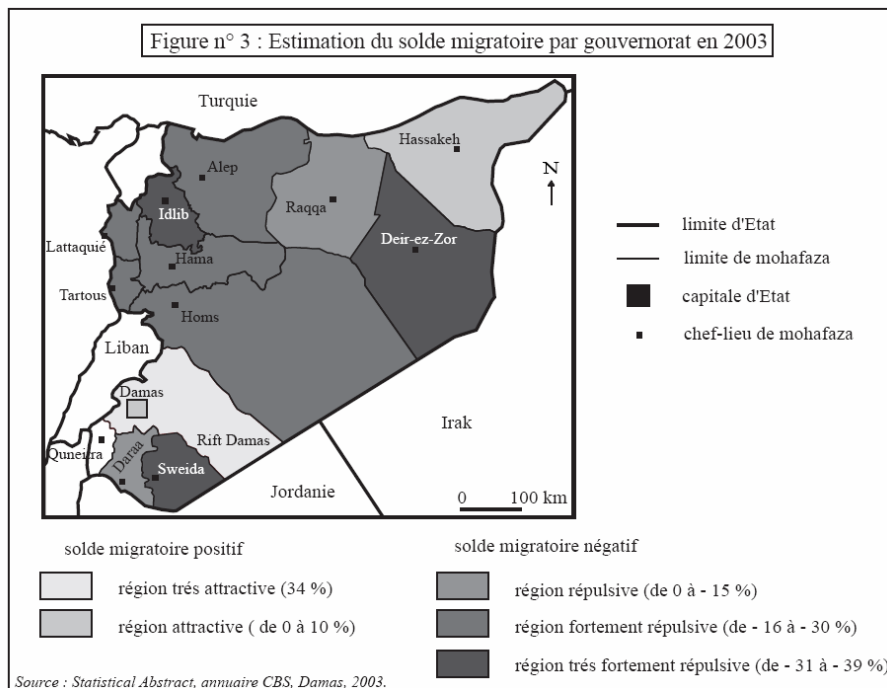
Les trois régions les plus touchées par l'exode de population sont dans l'ordre : Idlib (déficit de population de 39 %), Sweida (déficit de 36 %) et enfin Deir Ez Zor (déficit de 33 %). L'analyse de la différence entre les hommes et les femmes (tableau n° 4) montre clairement que la province de Sweida est une zone d'émigration internationale importante, certainement la plus concernée du pays (à l'échelle du gouvernorat tout entier) par ce phénomène. C'est en tout cas l'unique province syrienne où l'effectif féminin est supérieur à

¹⁰ La carte nous donne donc une estimation des habitants « manquants » par rapport au nombre de personnes inscrites à l'état civil (donc nées dans le gouvernorat).

¹¹ Nous savons, grâce au recensement de 1981, que les hommes représentent plus de 90 % des émigrés vers l'étranger. Les femmes druzes sont donc moins concernées par les flux de population transfrontaliers.

Figure n°2 : Pyramides des âges des provinces de Sweida et de Daraa





l'effectif masculin (162 000 femmes et 154 000 hommes¹²). Le ratio était de 95 hommes pour 100 femmes au recensement de 2004 (avec une moyenne nationale de 104,7 hommes pour 100 femmes). Le ratio à la naissance est pourtant, dans la région, bien conforme à la norme biologique avec toujours plus de naissances masculines que de naissances féminines : par exemple, en 2003, le rapport était de 106 naissances masculines pour 100 naissances féminines¹³.

¹² Estimations réalisées à partir des projections du recensement de 1994. *Annuaire CBS*, Statistical Abstract, Damas, 2004 (table n° 12/2).

¹³ *Annuaire CBS*, Statistical Abstract, Damas, 2004 (table n° 13/2).

Tableau n° 4 : *Rapport de masculinité par gouvernorat et par recensement (effectifs d'hommes/effectifs de femmes multiplié par 100)*

Provinces	Rec. 1970	Rec. 1981	Rec. 1994	Rec. 2004
Damas	106,5	107,3	106,9	106,8
Rift Damas	106,8	105,4	106,3	106,4
Alep	105,5	104,7	106,3	106,3
Homs	104,4	104,7	104,2	104,7
Hama	104,5	105,2	104,6	104,6
Lattaquié	107,5	105,9	104,8	104,6
Deir-ez-Zor	102,9	102,4	102,4	102,5
Idlib	104,4	103,6	103,8	103,9
Hassakeh	103,9	101,1	103,2	103,0
Raqqa	110,6	103,3	103,7	103,4
Sweida	102,0	99,5	95,3	95,0
Daraa	99,2	100,3	101,1	101,2
Tartous	105,4	105,9	104,5	104,2
Quneitra	108,2	104,2	101,9	100,0

Source : Annuaire CBS, Statistical Abstract, Damas, 2004 (table 7/2)

Il est intéressant de constater que l'émigration internationale s'est intensifiée entre les trois derniers recensements dans la province druze (tableau n° 4) : le ratio de 1970 était de 102 hommes (pour 100 femmes) ; il s'inverse en 1981 (99,5) ; la tendance se confirme et s'amplifie en 1994 (95,3), faisant de la province de Sweida, le gouvernorat qui possède le ratio le plus faible du pays. Compte tenu des derniers résultats du recensement syrien de 2004 (par gouvernorat), le ratio homme/femme indique toujours une nette tendance au déficit d'hommes, synonyme d'une dynamique migratoire durable et soutenue vers l'étranger. À l'inverse, la province de Daraa apparaît beaucoup moins « répulsive ».

Le destin dissemblable des deux chefs-lieux du Sud syrien, situés à égale distance de Damas, semble lié en partie aux caractéristiques intrinsèques des sociétés provinciales qu'ils administrent. Leur dynamisme respectif dépend des blocages ou, au contraire, des fluidités des populations que y résident comme nous allons tenter de le montrer.

2. LES PRATIQUES SPATIALES DES DRUZES DE LA PROVINCE DE SWEIDA : ENTRE REPLIS COMMUNAUTAIRE ET EXODE LOINTAIN

2.1 *Les espaces disjoints du Sud syrien*

Entre les Druzes du Djebel et les Sunnites du Hauran, les rapports socio-culturels sont limités. À part les liens commerciaux (ventes des surplus agricoles notamment), leurs relations sont réduites et ont souvent été émaillées de conflits dans le passé. La frontière ethnico-religieuse qui sépare les deux zones de peuplement communautaire peut s'étudier à partir du réseau provincial de transport public. L'analyse de ce réseau de transport nous apportera un éclairage particulier en tant que révélateur des pratiques socio-spatiales dans le Sud.

À l'échelle des routes principales (nationales), la province de Sweida est bien reliée à celle de Daraa par deux routes asphaltées de bonne qualité : l'une relie Sweida à Ezraa et l'autre Salkhad à Bosra. Mais ces deux routes nationales ne sont pas utilisées par les habitants des deux gouvernorats comme le montre l'analyse¹⁴ des lignes de microbus qui constituent la quasi-totalité des moyens de transport dans les campagnes¹⁵ (figure n° 4) : entre Sweida et Ezraa (commune importante de la province de Daraa), la fréquence des trajets est

¹⁴ Cette étude est le fruit d'une enquête à la direction des transports de Sweida au printemps 2005. Nous avons obtenu, de la part du responsable des transports publics régionaux, le nombre de microbus qui circulait sur l'ensemble des lignes en exploitation. Ainsi, nous avons pu établir une carte de la desserte et de la fréquence quotidienne du trafic.

¹⁵ Les véhicules privés sont rares dans les campagnes syriennes. Les taxes à l'importation d'un véhicule freinent la croissance du parc automobile et pénalisent surtout les populations modestes. Le taux moyen de motorisation était, en 2004, de 2,69 véhicules pour 100 habitants dans le Djebel. Il n'y avait à cette date que 1108 voitures privées. Par contre, les pick-up sont largement plus nombreux (7415 en 2004) et doivent être comptabilisés comme des véhicules à usage personnel (Sources : Bureau Central des Statistiques, *Statistical Abstract*, 2004, Damas). En effet, ils sont tous utilisés comme voitures de tourisme après quelques modifications apportées par le propriétaire (rajout d'une coque en fibre plastique à l'arrière pour en faire un habitacle). Cette particularité est justifiée par F. Balanche quand il écrit : « L'importation de véhicules est contrôlée par l'Etat, qui n'autorise que parcimonieusement l'entrée de véhicules neufs sur le territoire syrien ; l'importation de véhicules d'occasion est interdite. Si les véhicules destinés aux transports en commun et à une activité professionnelle, tels les pick-up, ne sont quasiment pas taxés, en revanche, les voitures de tourisme sont soumises à une taxe de 200 %, ce qui rend leur achat prohibitif pour 95 % de la population » (p. 288). BALANCHE F., 2000 : *Les Alaouites, l'espace et le pouvoir dans la région côtière syrienne : une intégration nationale ambiguë*. Thèse de Doctorat, Université de Tours, 751 p.

importante même après le dernier village druze (Taara) ; entre Salkhad et Bosra, aucun microbus ne circule¹⁶. À la vue de cette première enquête nous pourrions croire que la circulation a lieu par l'axe Sweida-Ezraa.

Nous avons donc réalisé une seconde enquête à la gare d'Ezraa pour savoir qui utilisait ces transports collectifs. Nous nous sommes rapidement aperçu qu'en réalité, le trafic de passagers entre les deux villes était surtout composé de jeunes militaires. Ainsi, la réduction de l'intensité dans le trafic de passagers civils, au-delà de Taara, est bien réelle mais elle n'apparaît pas nettement sur la carte (fig. n° 4), en raison des militaires qui effectuent des aller-retour entre les diverses garnisons (les camps sont nombreux dans cette zone proche d'Israël). La ligne Sweida-Ezraa reste cependant très peu fréquentée¹⁷ par les populations civiles qui appartiennent à deux systèmes socio-spatiaux bien différents.

¹⁶ Les licences d'exploitation des lignes de microbus sont payantes et s'obtiennent pour un trajet bien déterminé. L'exploitant (tout chauffeur travaillant sur une ligne) a donc tout intérêt, pour rentabiliser son investissement (véhicule et carburant), à circuler sur des lignes fréquentées. Personne n'a donc demandé de droit d'exploitation entre les villages druzes de Sweida et les villages sunnites de Daraa, car les clients sont si rares qu'un chauffeur travaillerait à perte.

¹⁷ Elle est utilisée cependant par la population chrétienne, dont certaines familles élargies sont établies à Sweida (et dans les environs) et à Ezraa (et ses alentours).

gouvernorat, pourtant distants d'à peine 50 km. Il est également impossible de relier Bosra - premier bourg sunnite du Hauran à la sortie du Djebel après Al-Qrayya et surtout site archéologique le plus visité dans le Sud de la Syrie - depuis Sweida, à l'aide des transports en commun : moins de 30 km séparent pourtant les deux lieux.

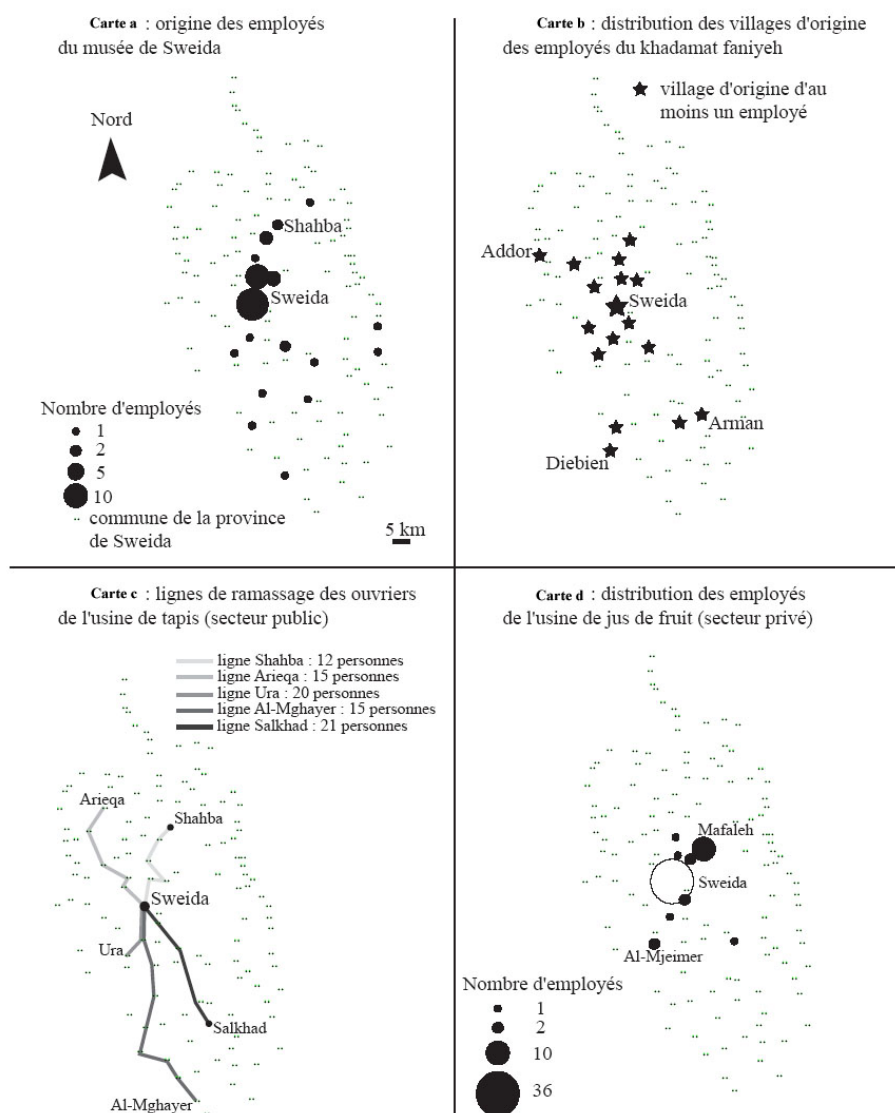
Encore actuellement, à l'échelle régionale du Sud du pays, les relations sociales sont réduites entre les Druzes du Djebel et les Sunnites du Hauran. Ils vivent non pas repliés sur eux-mêmes, car les déplacements avec l'extérieur sont bien réels, mais ils ne se fréquentent pas. Chez les Druzes, les relations s'effectuent à l'intérieur de la zone respective de peuplement communautaire ou, comme nous le verrons, en relation avec les autres zones de peuplement au gré des réseaux sociaux confessionnels.

2.2 *L'aire d'attraction régionale des emplois à Sweida*

Pour appréhender l'aire d'influence de Sweida dans le domaine de l'emploi public et privé, nous avons effectué plusieurs enquêtes concernant le lieu d'origine des employés de deux administrations, des ouvriers d'une usine d'Etat et de ceux d'une usine privée, toutes situées à Sweida. Nous avons cherché à définir d'où viennent les employés exerçant à Sweida, qui effectuent quotidiennement des migrations pendulaires dans le cadre de leur travail.

Les enquêtes auprès des employés de deux services administratifs différents, à savoir le musée de Sweida et les services de l'équipement (*khadamat faniyeh*), services publics auxquels nous avons facilement accès car nous y possédions des informateurs, donne les résultats suivants : sur un total de 56 employés au musée de Sweida, 18 résident à Sweida et 38 résident dans les villages du Djebel. Les lieux de provenance des employés issus des villages sont reportés sur la figure n° 5 a. Dans les services de l'équipement de Sweida, nous n'avons pas obtenu le nombre total des employés mais seulement le nom des villages d'où proviennent les fonctionnaires issus des zones rurales. Nous les avons reportés sur la figure n° 5 b. Ces deux cartes indiquent une forte participation des villages du secteur Sud du Djebel dans l'emploi public, ainsi qu'une attraction limitée aux seuls villages de la *mohafaza*.

Figure n° 5 : Aire d'attraction de la ville de Sweida pour les employés et des ouvriers ruraux (secteur public et privé) en 2006



Sources : Enquêtes en 2006

Nous avons effectué le même type d'enquête dans l'usine de tapis de Sweida, société étatique fondée dans les années 1970. Le

ramassage des ouvriers est organisé par l'usine d'Etat qui possède ses propres minibus. Cinq lignes acheminent environ 80 ouvriers des villages du Djebel sur les 170 que compte l'usine, comme indiqué sur la carte c de la figure n° 5. L'extrême Nord de la province n'est pas couvert. À l'inverse, le Sud est plutôt privilégié. Aucun employé n'est originaire d'une autre province, alors que nous sommes dans une entreprise étatique qui peut théoriquement employer des Syriens de toute provenance.

Enfin, la dernière carte de la figure n° 5 (carte 5 d) représente la distribution des ouvriers de l'usine « Fresh Mountain Juice », entreprise du secteur privé installée à Sweida. Hormis les 35 ouvriers habitant Sweida, dont certains sont d'anciens migrants du Sud, 20 ouvriers effectuent le trajet quotidien entre l'usine et leur villages¹⁸. Ils proviennent tous des villages druzes proches de Sweida.

L'action encore relativement réduite du secteur privé dans la région et la totale subordination des échelons administratifs locaux à l'Etat, offre à ce dernier le monopole de la « production d'espace ». La ville de Sweida, pôle d'emplois publics (administratifs et industriels), est alors au centre d'un rayonnement en direction de la plupart des zones rurales druzes du Djebel avec une nette attraction des villages du secteur méridional du Djebel. Depuis le début des années 1990 et le développement des transports en commun par minibus (secteur privé), Sweida est le lieu de convergence de milliers d'employés qui, tout en vivant dans les villages du Djebel, n'hésitent plus à effectuer le trajet quotidiennement.

2.3 Sweida : un développement étatique avorté

Lorsque Sweida est choisie pour devenir la capitale d'un Etat autonome sous tutelle du Mandat français, elle n'a rien d'une ville. Peuplée de 4753 habitants en 1927, la capitale druze était totalement enclavée dans sa montagne, refuge de la secte druze depuis des siècles. La région ne possédait ni route, ni manufacture et n'était pas administrée directement avant la mise en place du Mandat. La

¹⁸ Les 55 employés constituent l'effectif de l'usine en période creuse.

population paysanne du Djebel vit d'une agriculture de subsistance dans des conditions de vie très précaires¹⁹.

Restée longtemps rebelle au pouvoir central (jusque dans les années 1950) et refusant même son intégration dans l'Etat syrien²⁰, Sweida et le Djebel n'ont pas bénéficié d'aménagement d'infrastructures avant la révolution ba'thiste (1963). D'abord associés au pouvoir puis exclus, les Druzes sont restés jusqu'à aujourd'hui dans une situation d'enclavement relatif à l'échelle nationale.

La ville de Sweida a dû attendre les années 1970 pour recevoir trois petites unités industrielles publiques dans une province vierge d'industrie²¹. La construction d'une route nationale directe vers Damas date du milieu des années 1960. L'idée que la région de Sweida est une enclave, un isolat dans le système de transport²², réside d'abord dans sa localisation à l'écart des grands axes et ensuite dans sa fermeture au Sud en tant que finistère. La *mohafaza* de Sweida est toujours l'unique province frontière syrienne, au début du XXI^e siècle, à ne pas posséder d'ouverture vers l'extérieur du pays. À l'inverse, Daraa est traversée du Nord au Sud par l'autoroute Damas-Amman qui débouche sur deux postes frontières avec la Jordanie distants de quelques kilomètres.

Le renforcement de l'administration centralisée en Syrie demeure le facteur le plus probant de dynamisation et d'urbanisation de la ville druze (fin 1950-1960). La création d'emplois publics a généré un exode rural bref et mesuré uniquement de ruraux druzes vers Sweida²³

¹⁹ Au début du XX^e siècle, lors des années difficiles (sécheresse, situation de conflit), la famine frappait régulièrement la population.

²⁰ LANDIS J., 1998 : « Shishakli and the Druzes : integration and intransigence », in : *The Syrian Land : processes of integration and fragmentation*, sous la direction de T. Philipp et B. Schaebler, Berliner Islamstudien, band 6, Franz Steiner Ed., Stuttgart, p. 369-395.

²¹ Avec une population qui représente, selon les estimations du bureau des statistiques en 2003, environ 2,5 % de la population totale, la région administrative de Sweida compte seulement pour 0,65 % des effectifs industriels nationaux du secteur d'Etat contre presque 20 % des effectifs totaux sur la côte syrienne pour une population ne dépassant pas les 10 % du pays.

²² Dans le sens où cet espace n'entretient pas de relation avec l'extérieur (hors ville de Damas) et où il est à l'écart des voies de transit.

²³ Les migrants des cinq villages chrétiens de la province de Sweida se sont rendus à Damas.

qui ne pouvait répondre à l'ensemble de la demande²⁴, montrant les limites d'un développement impulsé uniquement par le haut²⁵. Rapidement, la population druze des nombreux villages du Djebel, bientôt suivie par celle des villes mêmes, dont Sweida fait partie, se sont donc tournées vers des externalités nouvelles comme la capitale nationale (Damas) ou bien les pays pétroliers en développement (Venezuela, Nigeria, Golfe, Libye) pour mieux dépasser les blocages intrinsèques à la situation dans la province et la faiblesse des opportunités à Sweida.

Les relations restées tendues entre une partie de la communauté druze de Syrie et le régime syrien²⁶ dominé par la secte alaouite n'ont jamais réellement permis l'amélioration des infrastructures dans la région. De nombreux projets n'ont jamais été finalisés comme celui d'une route directe de Damas vers le Golfe, par la Jordanie, via Sweida²⁷. Le « Djebel druze » est, en Syrie, un espace périphérique délaissé. Zone rurale essentiellement, elle est économiquement peu développée. L'ensemble de la population (chrétienne²⁸ et druze) s'est tournée depuis plusieurs décennies vers une émigration lointaine qui lui permet d'avoir accès à des espaces économiquement plus viables.

Les Druzes du sud syrien, cantonnés dans leur espace communautaire fait de lieux appropriés (Djebel et banlieues communautarisées de Damas) et parcouru de réseaux confessionnels, circulent dans une sorte de « réduit culturel discontinu » au sein du territoire national

²⁴ Les quelques milliers d'emplois publics créés durant les décennies 1950 à 1970 n'ont pu suivre la forte demande liée à une croissance démographique soutenue et à une recherche d'emplois stables qui se généralisait.

²⁵ Contrairement à l'exode rural dans le Hauran (province de Daraa), celui de Sweida est rapide car il s'épuise rapidement. L'attraction unique de populations druzes et le rôle marginal de Sweida dans le dispositif urbain du Sud du pays expliquent la relative faiblesse du dynamisme de Sweida pourtant à une époque de forte croissance urbaine généralisée en Syrie.

²⁶ ROUSSEL C., 2006 : « Sultan el-Attrach, un symbole identitaire entre iconographie officielle et communautaire », *Villes et Territoires du Moyen-Orient*, n° 2, revue en ligne : [http : www.ifporient.org/OU/VTMO](http://www.ifporient.org/OU/VTMO), 18 p.

²⁷ Seulement 30 km de cette route, nommée « tariq el-Hadj » (la route du Hadj), a été effectuée entre Sweida et Arieqa, une localité druze au Nord de la province. Le tronçon qui devait se poursuivre vers le Sud et offrir un débouché frontalier à la province druze n'a jamais été concrétisé.

²⁸ Ils représentent environ 10 % de la population régionale.

syrien auquel s'ajoute le champ migratoire international du groupe, véritable espace compensatoire. Sweida, capitale culturelle et communautaire du Djebel, reste un référent identitaire pour les Druzes. C'est aussi devenu le lieu du pouvoir régional administratif car le régime de Damas a composé avec cette territorialité communautaire pour asseoir ses ambitions de contrôle du territoire national²⁹. Pour ces raisons, Sweida constitue l'unique point d'attraction régional de tous les villages druzes du Djebel mais aussi d'une grande partie des migrants de retour. Sweida, capitale du Djebel druze, en porte les marques.

3. SWEIDA : VILLE « INTERMEDIAIRE » ENTRE COMMUNAUTE, ETAT ET TRANSNATIONALISME

La dynamique d'une ville comme Sweida dépend donc de facteurs multiples tant externes (politiques, économiques) qu'internes (socioculturels). L'aspect fortement communautaire de la société et de l'espace druze a des répercussions sur les acteurs qui opèrent et agissent sur ce territoire. Il nous semble que d'une manière ou d'une autre, chaque acteur de l'espace (Etat, migrants et communauté druze) se positionne de près ou de loin en fonction de la construction communautaire originelle et héritée qui structure l'ensemble de la communauté druze du Djebel.

3.1 La genèse d'une ville entre Etat et initiative locale

Au début du XX^e siècle, le Djebel est dépourvu de ville et de tout signe d'urbanité. La société druze, repliée sur elle-même et régie par un système clanique quasi « féodal », n'avait généré ni mixité, ni attraction susceptible de former un embryon urbain, ni même d'activités économiques ou commerciales polarisatrices³⁰. Les zones

²⁹ L'Etat du Djebel druze, créé par le Mandat français entre 1920 et 1936 sur une base communautaire, a été intégré dans ses frontières héritées de la colonisation par le nouvel Etat syrien indépendant. Jamais la province druze n'a été remise en cause, tant dans ses limites que dans son existence même, par les régimes successifs.

³⁰ Avant les années 1950, les Druzes du Djebel vivaient uniquement des revenus de la terre. D'après N. Bouron, nous savons que : « Les Druzes ne sont qu'agriculteurs. Hors du travail de la terre et l'élevage des troupeaux, ils n'exercent aucun métier » (p. 329). BOURON N., 1930 : *Les Druzes. Histoire du Liban et de la Montagne Haouranaise*. Editions Berger-Levrault, Paris, 424 p.

habitées du Djebel étaient peu peuplées, presque autosuffisantes, mal reliées entre elles et contrôlées par les chefs de clans locaux qui tenaient le Djebel à l'écart de la domination administrative réelle d'Istanbul³¹.

La ville est, dans le Djebel, d'abord l'œuvre de l'Etat. L'Etat colonial, dès les années 1920, est le précurseur du développement urbain. Il construit à Sweida des routes carrossables, des places, un centre pour le pouvoir politique (le Sérail), des bâtiments administratifs et des services (banque, dispensaire, écoles, hôtel), un quartier militaire et un cinéma. Après l'indépendance, l'Etat en choisissant certaines communes aux dépens d'autres se fait créateur de villes par décret : c'est lui qui définit les critères de l'urbain, choisit les promotions administratives et qui les pourvoit en équipements spécifiques liés à leurs rangs. Ce processus non endogène, orchestré par l'Etat, a permis à Sweida d'être renforcée dans son rôle de centre régional, ainsi qu'à des bourgades comme Salkhad ou Shahba de devenir officiellement des villes et de bénéficier d'aménagements³². Ainsi, le décollage de la ville de Sweida devient effectif avec l'arrivée au pouvoir du parti Ba'th et la politique de rééquilibrage et de renforcement des campagnes. À partir des années 1960 et surtout dans les années 1970, grâce aux aides des pays pétroliers au régime de Damas³³, Sweida est reliée au réseau routier national, reçoit quelques unités industrielles et voit son volume d'emplois publics exploser. Durant cette période de pleine souveraineté, l'Etat hyper-centralisateur demeure le principal

³¹ FIRRO K., 1992 : *A history of the Druzes*. Brill Editions, Leiden, 395 p.

³² « Le régime ba'athiste tenta de rationaliser la distribution des équipements en faisant en sorte que leur localisation corresponde prioritairement à la trame des chefs-lieux de *nâhyeh* et de *mantiqa*. Une grille d'équipements fut définie pour ces deux échelons administratifs. Un chef-lieu de *nâhyeh* devait ainsi posséder en principe : un bureau de l'état-civil, un poste de gendarmerie, une poste, une délégation locale à l'agriculture, une agence de la société nationale d'électricité, un dispensaire et un lycée. Un chef-lieu de *mantiqa* doit posséder quant à lui, une branche des diverses directions de la *mohafaza* (agriculture, eau, électricité, ciment, défense ...), une banque agricole, un centre culturel, un four à pain ... Ces chefs-lieux sont évidemment électrifiés en priorité, possèdent le tout-à-l'égout, un réseau d'eau potable et le téléphone. Les investissements auxquels l'Etat procède et les créations d'emplois publics qui en résultent dynamisent le commerce local. La promotion administrative engendre la promotion économique de l'agglomération (...) ». BALANCHE F., 2000 : op. cit., p. 151.

³³ Les « pays du front » étaient soutenus par les pays frères de la Ligue arabe pour leur effort de guerre contre Israël.

acteur de « production d'espaces » et de la diffusion urbaine dans le pays, à travers le primat génétique des fonctions administratives. La raréfaction des moyens de l'Etat et l'ouverture économique³⁴ qui s'en est suivie libère en partie les forces locales. La ville devient alors de plus en plus le champ d'action des émigrés de retour et des acteurs locaux économiques. L'Etat n'est plus alors l'unique bâtisseur des petites villes qui se développent dès lors plus en rapport avec leur environnement, le dynamisme de leur bourgeoisie et de leurs réseaux, leurs capacités à capter des initiatives, en un mot leurs potentialités intrinsèques. Dans le cas de Sweida, le potentiel est mince. La capitale du Djebel n'est attractive que pour les Druzes qui désirent vivre « l'entre soi ». Dans ce contexte, elle n'a attiré, hormis les populations rurales de sa propre *mohafaza*, que des émigrés druzes de retour qui cherchaient une existence nouvelle après leur expérience migratoire internationale. Mais vu l'importance du phénomène migratoire dans la province, une dynamique nouvelle a peu à peu émergé.

À Sweida, les réalisations des anciens émigrés ont modifié, depuis les années 1980, la physionomie de la ville druze. Outre l'urbanisation galopante, les émigrés ont investi dans le secteur industriel agro-alimentaire³⁵ avec la création de cinq entreprises, dans la production et le foncier agricole (achat de terre agricole et développement de l'arboriculture) et largement dans le secteur commercial. L'épargne des migrants investie à Sweida est devenue un des moteurs principaux de la croissance urbaine de cette ville de montagne dont témoigne les quartiers de villas, les nouvelles rues commerçantes modernes destinées à une clientèle aisée d'émigrés aux besoins divers et le nouveau centre ville, espace témoignant de la libéralisation naissante.

3.2 Les principaux acteurs de la villes : enjeux d'une présence urbaine

³⁴ L'*infitah* (ouverture) de l'économie syrienne s'est produite en 1986 d'abord avec un renforcement en 1991.

³⁵ ROUSSEL C., 2003 : « Les réseaux migratoires des entrepreneurs druzes de Sweida : formation d'une nouvelle élite foncière et affirmation d'un pouvoir économique alternatif à l'Etat », *Bulletin d'Etudes Orientales*, volume LV, IFPO, Damas, p. 209-224.

À l'origine de l'immigration druze vers le Djebel³⁶, Sweida n'était qu'un modeste village perché bâti sur des ruines antiques. À partir du XVIII^e siècle, elle devint le lieu d'établissement du clan druze le plus puissant, d'où l'Emir Hamdan-el-Hamdan tentait de diriger le Djebel³⁷. Au début du XX^e siècle, à la fin de la domination ottomane, Sweida est la bourgade la plus peuplée du Djebel (quelques milliers d'habitants) mais surtout le lieu d'implantation de plusieurs grandes familles druzes : la branche des Attrach de Sweida, qui avaient supplanté les Hamdan à la fin du siècle précédent, les Jerbouah, grande famille détentrice de l'autorité religieuse, les Abu Assali... Le pouvoir est, à cette époque, matérialisé par les *madhafe*-s³⁸ des grandes familles dirigeantes. Les demeures sont toutes constituées de blocs de basalte, unique matériau disponible dans ce massif volcanique. Aujourd'hui encore, les notables locaux, issus des grandes familles traditionnelles de la ville, ont conservé la *madhafa* familiale ancienne, lieu de réunions et de négociations politiques, et persistent à entretenir et à vivre dans les maisons de basalte comme signe de leur ancrage dans l'ordre communautaire traditionnel. C'est le cas du député Abdallah el-Attrach qui a été reconduit pour la cinquième fois à ce poste, des Abu Assali ou de la famille Abu Fadhel, grande famille de *shaykh*-s religieux respectés. La légitimité politique qu'apporte l'appartenance à un lignage prestigieux et historique est matérialisée et symbolisée par ces hauts lieux (maisons des ancêtres, *madhafe*-s) de la société communautaire.

En déplaçant les nouveaux lieux du pouvoir officiel à l'extérieur de la vieille ville basaltique, les administrateurs coloniaux avaient d'emblée présenté leur stratégie de domination. Il s'agissait de créer un centre

³⁶ Le peuplement du Djebel a débuté au XVIII^e siècle par des vagues migratoires venues du Liban pour l'essentiel. Au XIX^e et au XX^e siècle, de nouvelles vagues sont venues renforcer les effectifs. Avant cette période, le Djebel était presque vide de population sédentaire.

³⁷ « Les émirs Hâmdan, pendant deux siècles cependant, avaient dû lutter, dans les monts hauranais, comme les Mâan et les Chihâb dans le Liban, pour maintenir leur prépondérance, contre les chefs des autres grandes familles, querelleurs, orgueilleux et indisciplinés ». BOURON N., 1930 : op. cit., p. 213 et 214.

³⁸ La *madhafa* est une salle de réception conçue dans un souci d'hospitalité des hôtes de passages. Elle est toujours ouverte, entourée de banquettes et on y sert le café amer. Dans l'organisation traditionnelle de la communauté druze, les *madhafa*-s des grandes familles servaient de lieu d'échange et de prise de décisions politiques. Aujourd'hui, elles conservent un rôle certes informel mais déterminant dans le jeu de la politique locale et communautaire.

unique du pouvoir, qui devait en théorie synthétiser les divers courants de la politique communautaire ou, au mieux, s'en servir mais qui s'avéra rapidement un moyen de marginaliser le système clanique. Ainsi, la France marqua symboliquement l'espace par la construction du Sérail, lieu du nouveau pouvoir centralisé. À l'est de la ville, le quartier français fit son apparition : maisons de tuiles rouges pour les officiels et leur famille (la maison du gouverneur était un petit châtelet avec jardins et courts de tennis) et casernements pour abriter les nombreux soldats. Les édifices du Mandat français symbolisaient la rupture avec la *madhafa* et sa conception traditionnelle du pouvoir communautaire.

Il n'est donc pas surprenant de constater que le nouveau pouvoir étatique syrien, né au lendemain de l'indépendance et animé d'une logique moderne de centralisation et de construction étatique, ait suivi le chemin tracé par les Français. Dans la « capitale druze », la maison du gouverneur actuel (*bayt mohafez*), faite de basalte mais couverte d'un toit pentu en tuile rouge est l'ancienne demeure du gouverneur militaire français de l'époque du Mandat. Le centre du governorat n'est autre que l'ancien Sérail des Français (centre de l'administration mandataire) qui n'a subi aucune modification de ses structures. Les bâtiments militaires suivent cette même logique : les casernements notamment et d'anciennes maisons d'officiers français ont toujours actuellement la même fonction. D'une manière générale, le quartier français³⁹ de l'époque du Mandat (militaire et administratif par définition) a conservé sa fonction militaire et administrative. L'armée syrienne l'a réinvesti intégralement en le densifiant uniquement (bâtiments d'habitation des militaires, en béton...). Ainsi, les symboles du pouvoir étatique, allogènes à la structure du pouvoir communautaire, n'ont pas été modifiés d'un iota. C'est assurément ce que Sultan el-Attrach, leader charismatique de la communauté druze du Djebel et chef de la révolution contre le Mandat français (1925-1927), exprima dans un discours ancien (début des années 1950), lorsqu'il mit sur le même pied d'égalité les nouveaux gouvernants de Damas qui cherchaient à mettre fin au leadership des chefs

³⁹ Actuellement, plusieurs maisons à colombage dans le plus pur style français abritent des bureaux de l'armée nationale syrienne, gardées par des hommes en armes en tenue de camouflage. L'interdiction de photographier les bâtiments militaires ne nous permet pas d'en présenter des images.

communautaires historiques, avec les colonisateurs français qu'ils avaient récemment remplacés⁴⁰. Un effort récent a par contre été consenti sur l'aspect externe des bâtiments publics. Les nouveaux édifices comme la municipalité (achevée en 2004) ou le central de police (achevé en 2005) cherchent plus à coller aux critères de modernité urbaine dont l'Etat veut se parer. Dans cette logique, le Sérail, recouvert d'un placage de calcaire blanc en 2001, a subi un « lifting ». L'Etat a permis également le développement d'un habitat collectif destiné à ses employés. Par l'intermédiaire des *jamayeh sakaniyeh*⁴¹, l'Etat a facilité l'éclosion d'un type d'habitat, sous la forme de petits immeubles collectifs de plusieurs niveaux, en phase avec l'idéologie socialiste du régime. Plusieurs secteurs de la ville de Sweida sont aménagés de cette manière et la partie Nord de la ville se développe actuellement par ce procédé d'urbanisation qui facilite l'accès à la propriété des fonctionnaires, des ouvriers du public et des membres des corporations syndicales.

Une « troisième ville » dans la ville émerge depuis les années 1980 : celle des émigrés et de leur conception nouvelle de la vie urbaine faite de lieux de consommation, d'espaces récréatifs et d'habitat luxueux. Elle a généré ses propres quartiers (celui de *tariq Qanawat* est le plus connu) et ses propres espaces commerciaux à l'écart des « deux autres villes ». La majorité des émigrés enrichis et installés à Sweida ont fait fortune au Venezuela ou dans les pays du Golfe et sont pour l'essentiel d'anciens habitants des villages méridionaux du Djebel. Les espaces tant résidentiels que commerciaux qu'ils ont générés, s'inscrivent en porte-à-faux par rapport à la ville traditionnelle et à la ville officielle. Dans les quartiers des émigrés, c'est surtout la réussite financière que l'on affiche. Les villas, couvertes de marbre blanc, rivalisent d'application et de raffinement pour surpasser celles des voisins ; de lourdes berlines sont ostensiblement garées dans la cour ; jardins ou parfois tennis ornent l'arrière de ces demeures individuelles

⁴⁰ LANDIS J., 1998 : op. cit., p. 378.

⁴¹ « En Syrie, les particuliers qui désirent acquérir un logement peuvent mettre leurs fonds en commun au sein d'une coopérative de construction, qui achète le terrain et choisit un entrepreneur privé pour construire un immeuble. Afin d'encourager ce genre d'association, l'Etat offre aux coopératives de construction un prêt à long terme, à très faible taux d'intérêt, qui couvre la moitié du coût de l'immeuble, dans la limite du budget annuel de Banque de crédit immobilier ». BALANCHE F., 2000 : op. cit., p. 471.

que ceignent des grilles ou des enceintes. Les centres de commerce proposent des produits d'importation et de contrebande venus du Liban et des biens de consommation moderne (électroménager, habillement de marque). Des galeries commerçantes (véritables petits mails) ont récemment ouvert leurs portes dans le nouveau centre commerçant de Sweida. La plupart des commerces modernes et des restaurants qui flanquent la rue de Qanawat, longue route qui mène au quartier des émigrés de *tariq Qanawat*, sont tenus par d'anciens migrants.

3.3 Symbolique et marquage : l'urbanité contestée

Ainsi, à Sweida, les divers pouvoirs, acteurs de l'espace urbain, s'affichent : le pouvoir traditionnel héritier de la structure socio-politique clanique et communautaire ; le pouvoir politique de l'Etat centralisateur ; le pouvoir économique et financier des émigrés, dernier venu mais non le moins voyant. La plupart des constructions édifiées par ces acteurs de l'urbain à Sweida sont porteuses d'un message social et culturel symbolique : ce sont ces symboles que nous chercherons ici à déchiffrer.

Le marquage⁴² que traduit l'habitat basaltique propre aux familles détentrices de la *za'ama* (leadership clanique et communautaire) fait référence aux valeurs traditionnelles de la culture druze. En vivant dans la demeure des ancêtres, les notables traditionnels maintiennent vivace une partie de la culture d'origine rurale et montagnarde des Druzes et légitiment leur pouvoir hérité⁴³. L'architecture en basalte des villages ou de la vieille ville de Sweida sont les signes d'un ancrage, d'un respect de la tradition religieuse qui prône l'austérité, la

⁴² « Le marquage de l'espace, au cœur même du processus d'appropriation, de territorialisation, passe par l'utilisation ou la mise en place de signes, de symboles, expressions culturelles qui donnent du sens aux paysages » (p. 15). BART F., 2002 : « (Re)marques sur la ville africaine », *Géographie et cultures*, n° 41, p. 15-26. R. Brunet et alii ajoutent que : « Le marquage symbolique de l'espace [est] destiné à signaler une appropriation (...). La toponymie, parfois les formes de mise en valeur et même les paysages, contribuent au marquage » (p. 320). BRUNET R., FERRAS R., THERY H., 1997 : *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Reclus, La Documentation Française, Paris, 518 p.

⁴³ Il est remarquable de constater qu'à Al-Qrayya, bourgade au Sud de Sweida, le fils de Sultan el-Attrach, personnalité incontournable de la scène politique locale, continue à vivre dans la demeure de son père, habitation reconstruite après son dynamitage par les troupes de l'Armée du Levant lors de la révolte de 1925-1927.

simplicité, la discrétion. D'ailleurs les deux *majles*⁴⁴ que compte la ville de Sweida sont situés dans la vieille ville et construits en pierres noires. Ainsi, symboliquement, ce type d'habitat demeure un signal fort du maintien de l'organisation socio-politique traditionnelle des clans druzes et de la morale prônée par les *shaykh*-s religieux. Cependant, si leur légitimité puise dans la culture traditionnelle et rurale, les grandes familles druzes de Sweida conservent néanmoins le prestige des clans fondateurs à l'origine de la cité⁴⁵. Ce statut leur permet de refuser, par le discours, l'appartenance urbaine aux nouvelles familles druzes installées à Sweida, comme celles enrichies par l'émigration qui cherchent à intégrer parfois la scène politique locale à leur retour. Elles sont désignées, à Sweida, par les représentants des lignages traditionnels sous l'appellation péjorative « d'étrangers » ou « d'émigrés ».

Les deux grands autres types de marquage de l'espace attestent à l'inverse d'une démarche totalement différente. C'est une conception bien divergente de celle de l'univers des notables traditionnels qui a conduit l'Etat à créer des édifices imposants, véhiculant de nouveaux messages à partir de ces nouveaux symboles. L'ostentation politico-administrative des édifices étatiques, comme l'a qualifiée C. Medard⁴⁶, révèle, selon nous, en filigrane les problèmes de légitimité de tout pouvoir allogène dans un espace communautaire comme le Djebel, longtemps rebelle à toute autorité externe. Car si l'Etat se théâtralise, dans cette province druze, c'est d'abord pour affirmer et imposer sa propre conception du pouvoir. La destruction d'une partie du vieux centre ville dans les années 1990 par une grande artère pénétrante qui porte le nom du défunt président Hafez el-Assad, père de l'actuel chef de l'Etat, et l'édification récente de bâtiments publics soulignent la stratégie d'un pouvoir central qui cherche à réduire son concurrent traditionnel dans la province pour s'imposer comme le représentant unique du système politique moderne⁴⁷. En s'érigeant en chantre de

⁴⁴ Centre de réunion des religieux druzes.

⁴⁵ Leurs membres occupent les principales fonctions politico-administrative de la province.

⁴⁶ MEDARD C., 2002 : « Quand l'Etat se montre : trois petites villes de l'ouest du Kenya », *Géographie et cultures*, n° 41, p. 27-37.

⁴⁷ « [...] que ce soit dans le domaine du politique ou de l'économique, il s'agit alors d'afficher sa force, sa réussite, sa volonté de contrôler tout ou partie de la société et de l'espace de la ville. Dans le même ordre d'idées, la dénomination officielle des espaces publics de la ville

l'urbanité, à travers une architecture moderne⁴⁸, l'Etat tente de marginaliser une culture locale, assise du pouvoir clanique traditionnel, qu'il considère comme non urbaine.

De la même manière, l'habitat des riches émigrés se doit d'être monumental, audacieux et ostentatoire⁴⁹. De couleur blanche, il se remarque dans le paysage volcanique sombre. L'architecture « émigrée » porte en elle divers signes et symboles qui soulignent la réussite socio-économique des occupants, mais aussi leur histoire : la décoration des quartiers riches s'inspire des richesses de l'antiquité, symbole de grandeur, ou d'éléments hispanisants qui attestent des influences culturelles d'outre-atlantique. Elle est en cela porteuse d'une logique propre qui se rapproche sur certains points de celle des édifices publics : l'idée d'une séparation nette entre urbanité que l'on cherche à incarner et ruralité que l'on cherche, dans le cas des migrants, à oublier, à masquer. Cette recherche affichée et frénétique d'urbanité, qui revient à concevoir par défaut l'habitat traditionnel comme archaïque et appartenant définitivement au monde rural, s'explique certainement par l'origine villageoise des migrants. L'habitat luxueux des émigrés demeure donc le résultat d'une conception de l'appartenance à la ville, du moins de ce qu'ils considèrent être « la ville ». De même, le nouveau centre commerçant de Sweida, édifié sur les ruines de la vieille ville par des fonds migratoires, cherche à recréer un univers de consommation tel que l'on peut le trouver dans les pays à économie libérale. L'image d'un centre ville conçu avant tout comme moderne, palimpseste édifié sur les ruines antiques qui avaient accueilli les premiers arrivants druzes au XVIII^e siècle et dont une partie des habitants souhaitaient leur patrimonialisation, constitue un nouveau marqueur⁵⁰, expression de la libéralisation économique naissante et de la mondialisation

symbolise une volonté d'appropriation par le haut, parfois à l'encontre des usages locaux (Myers, 1996) ». BART F., 2002 : op. cit., p. 24.

⁴⁸ Le cas des quartiers d'habitat fonctionnel et collectif, sans décoration et sans signe extérieur est différent : c'est la facture globale de l'ensemble qui constitue en soi un marquage, reflet d'une idéologie socialiste sous-jacente.

⁴⁹ En Syrie, les riches aussi se montrent. Il n'y a pas encore ici de cloisonnements sécuritaires comme dans les riches banlieues de certaines villes africaines ou américaines avec des gardiens et des barrières. L'espace reste ouvert pour que les protagonistes restent voyants.

⁵⁰ Sur la totalité du Djebel, ce type de construction n'est présent qu'à Sweida.

« imaginée⁵¹ ». Les édifices s'apparentent à une synthèse architecturale inspirée du style international pour certains (façades lisses avec de grandes baies vitrées) et, pour d'autres, des réalisations néo-antiquisantes pompeuses des grandes villes européennes ou américaines (colonnades, pilastres, frontons...), rappelant les demeures des riches émigrés.

Ces différences de marquage de l'espace urbain sont le reflet de diverses conceptions et de plusieurs processus d'appropriation, de territorialisation. Si le premier de ces marqueurs demeure un vecteur de continuité (identité héritée, mémoire), les autres représentent une rupture avec la culture locale traditionnelle et tentent de proposer en fonction des cas, soit un cadre politique nouveau et une idéologie nationale se substituant à l'organisation communautaire héritée, soit un nouveau mode de vie (consommation, dépenses, richesses...) qui repose sur une vision moins communautaire, plus inégale, portée sur la réussite individuelle et la culture matérielle, fidèle aux modèles importés des Amériques ou du Golfe. Pourtant, tous ces univers, produits des divers acteurs de l'urbain, cherchent indépendamment à incarner « la Ville ».

CONCLUSION

Dans le Sud de la Syrie, les chefs-lieux de province sont cantonnés dans un rôle régional qui recoupe leur hinterland socio-culturel et historique. Fortement dépendants de Damas dans des domaines comme l'emploi, ils conservent néanmoins une attraction particulière sur leur province, territoire communautaire de groupes confessionnels ségrégués, qui limite le poids de la capitale nationale.

Actuellement, les dynamiques urbaines sont très variables d'une région à l'autre car elles dépendent de facteurs aussi bien internes qu'externes : dynamisme de la population (rythme démographique,

⁵¹ L'émigration druze est partiellement le résultat des blocages socio-politiques en Syrie. Mais le pays demeure encore un isolat du système monde, à l'écart du processus économique de mondialisation. Les choses changent mais lentement surtout dans les zones rurales. L'émigration druze témoigne de la frustration d'une communauté mais constitue en même temps son unique moyen d'ouverture sur le monde, générant des formes spécifiques de représentations du monde extérieur.

processus migratoire), contexte culturel (où le poids du communautaire limite le dynamisme), rôle de la ville dans le réseau urbain national (relais ou cul-de-sac), aménagement du territoire en fonction de son traitement politique (tracé de l'autoroute, localisation des débouchés frontaliers...). Les différences de croissance entre les villes du Sud syrien indiquent que le rang dans l'armature urbaine ne prédétermine pas le destin des centres urbains. Ainsi, les petites et moyennes villes ne constituent-elles pas toujours des relais des migrations résidentielles vers les centres des échelons supérieurs. Du moins n'en constituent-elles pas indifféremment pour tout le monde, comme le cas de Sweida nous l'a montré.

Ainsi, la communauté druze est bien un déterminant essentiel de l'organisation spatiale. Elle structure, à la fois à l'échelle de la région qu'à celle de la ville, un espace qui en tant que produit social n'est pas neutre (le territoire druze a une valeur identitaire et symbolique), ce qui conditionne également, à l'échelle nationale, ses rapports au politique. L'Etat, lui aussi « producteur d'espace », entre en interaction ou en conflit avec le groupe communautaire (autre acteur déterminant de « production spatiale ») à travers des stratégies de pouvoir où l'espace est au centre des enjeux. En même temps, la communauté n'a rien de monolithique ; de nouveaux acteurs, ici nés d'un processus migratoire, peuvent venir contester ses représentants originels et remettre en question leur conception de la ville. Comme l'a dit J. Scheibling⁵², l'espace est donc bien « l'objet de demande, de tensions, de concurrence ». Les dynamiques urbaines sont dépendantes des pratiques socio spatiales et culturelles des groupes, faites de blocages et de coupures, mais aussi des représentations et des desseins des acteurs qui font la ville.

⁵² SCHEIBLING J., 1994 - *Qu'est-ce que la Géographie ?*, Hachette, Paris, 199 p.